

Convention collective

IDCC : 8542 | **SECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE
(Vienne).**

ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX

(Vienne et Deux-Sèvres)

(23 décembre 1999)

(Étendue par arrêté du 26 juin 2000,

Journal officiel du 13 juillet 2000)

Avenant n° 55 du 16 janvier 2020

NOR : AGRS2097136M

IDCC : 8542

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vienne
FNSEA 86 ;**

Syndicat professionnel des entrepreneurs des territoires de la Vienne EDT 86 ;

**Syndicat professionnel des entrepreneurs des territoires des Deux-Sèvres
EDT 79 ;**

Fédération départementale des CUMA de la Vienne FDCUMA 86,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire CFDT de la Vienne ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT des Deux-Sèvres ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 36 de la convention est complété par les dispositions suivantes :

Les taux des salaires horaires ainsi que le salaire mensuel pour les catégories professionnelles prévues à l'article 15 de la convention collective sont ainsi fixés :

(Voir page suivante.)

« Article 36 | Salaire horaire

Niveaux	Échelons	Salaire horaire	Salaire mensuel (151,67 heures)
I	-	10,15 €	1 539,45 €
II	1	10,47 €	1 587,98 €
	2	10,56 €	1 601,64 €
III	1	10,78 €	1 635,00 €
	2	10,90 €	1 653,20 €
IV	1	11,27 €	1 709,32 €
	2	11,93 €	1 809,42 €

L'article 6 de l'annexe 1 de la convention est complété par les dispositions suivantes :

« Annexe 1

Article 6 | Détermination des salaires

Les valeurs sont les suivantes :

Groupe 1	3 438 €
Groupe 2	2 886 €
Groupe 3	2 356 €

Article 2

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 3

Les partenaires sociaux manquent de données d'état des lieux sur l'égalité de traitement des rémunérations entre les femmes et les hommes.

Ils demandent aux organismes *ad hoc* les données en matière d'écart de rémunération.

Article 4

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Mignaloux-Beauvoir, le 16 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)